

dLM

demain le monde

n° 3 – septembre/octobre 2010

actu

Afghanistan,
loin de la stabilité

actu

Gouvernement Lula :
un bilan social
contradictoire

introspectus

De l'alibi humanitaire

dossier

Objectifs du millénaire pour le développement : état des lieux



02

sommaire

dlm

demain le monde

n°3 – septembre/octobre 2010

Directeur de rédaction

Arnaud Zacharie

Rédaction

Frédéric Lévéque

Graphisme

Dominique Hambye, Élise Debouny

Impression

Kliemo – Eupen

Imprimé à 7 000 exemplaires
sur papier recyclé

Photo de couverture

« Survival of the Fattest »
de Jens Galschiøt – Copenhague.
Sculpture symbolisant la répartition
inégale des ressources dans le monde.
© Tomasz Brodzikowski 2009

dlm est le supplément

« développement » du magazine
Imagine demain le monde.

Pour le recevoir, abonnez-vous !

www.imagine-magazine.com
www.cncd.be/dlm

Contact

dlm@cncd.be – 02 250 12 51

CNCD 11.11.11
UN COMBAT DE PLEINS DROITS



COMMUNAUTÉ
FRANÇAISE
DE BELGIQUE

AVEC LE SUPPORT DE
LA COOPÉRATION
BELGE AU DÉVELOPPEMENT

.be

03

édito

Lutte contre la pauvreté ou développement?

par ARNAUD ZACHARIE

04

actu

Grève du lait : un an après

Par FRÉDÉRIC LÉVÈQUE

06

actu

Brésil : Gouvernement Lula, un bilan social contradictoire

par LAURENT DELCOURT

09

actu

Afghanistan : loin de la stabilité et du développement

par RABAB KHAIRY

12

dossier

Objectifs du millénaire pour le développement : état des lieux

par NICOLAS VAN NUFFEL et FRANCINE MESTRUM

18

projet 11.11.11

La dette contre le développement

par STÉPHANE COMPÈRE

20

introspectus

De l'alibi humanitaire

par NICOLAS ALMAU

22

agenda

Festival des libertés 2010

Un ciné-club près de chez vous

23

pas au sud, complètement à l'ouest

Objectifs du millénaire. Total respect!

par GÉRARD MANRÉSON

24

concert 11.11.11

« LA GLOBALISATION, LOIN
D'UNIFIER LE MONDE,
PROVOQUE DES CONVERGENCES
ET DES DÉCROCHAGES »

ARNAUD ZACHARIE
secrétaire général du CNCD-11.11.11

le développement pour lutter contre la pauvreté

Dix ans après leur adoption par les Nations unies, les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) semblent globalement hors d'atteinte. Mais ce constat général ne doit pas nous empêcher de prendre la mesure des évolutions complexes de notre temps et de la diversité des contextes qui en découle.

Ainsi, une première leçon à tirer est qu'il ne suffit pas de lutter contre les symptômes de la pauvreté pour l'éradiquer. En effet, les pays qui ont réussi à réduire fortement la pauvreté l'ont fait grâce à des stratégies de développement qui ont permis la création de capacités productives et d'emplois garantissant des revenus suffisants aux populations locales. Sans un tel développement économique, les politiques de lutte contre la pauvreté se limitent à poser un pansement sur une plaie ouverte. Or cette dimension est largement absente de l'agenda des Objectifs du millénaire (voir le dossier p. 12).

Une deuxième leçon est que la globalisation, loin d'unifier le monde, provoque des convergences et des décrochages. Comme le souligne Pierre-Noël Giraud : « La mondialisation actuelle n'unifie pas le monde. Elle est un puissant processus de redistribution des inégalités internationales et sociales, fait d'émergences rapides et de décrochages. Elle redéfinit les lignes de fracture. Elle fragmente le monde »¹. Ainsi, alors que plusieurs pays émergents comme la Chine, l'Inde ou le Brésil tendent à converger avec les économies industrialisées du Nord, les pays les plus pauvres sont de plus en plus marginalisés. Cela implique de mettre en œuvre des stratégies adaptées aux différents contextes, notamment dans les Etats « défaillants » qui nécessitent une aide humanitaire dont certains regrettent la militarisation (voir les propos de Ronny Brauman p. 20 et l'article sur l'Afghanistan p. 9).

Une troisième leçon est qu'au-delà des inégalités Nord-Sud, les inégalités internes aux pays en développement deviennent des enjeux majeurs si on veut éradiquer la pauvreté. En effet, si plusieurs pays émergents du Sud tendent à converger avec les pays du Nord, c'est aussi dans ces pays que l'on dénombre le plus grand nombre de pauvres en chiffres absolus, ce qui implique de promouvoir des modèles de développement plus équitables et de renforcer les politiques sociales dans ces pays (voir l'article sur le Brésil p. 6).

La morale de l'histoire est que la lutte contre la pauvreté ne peut faire abstraction de la mise en place de véritables stratégies de développement économique et social. Cela implique non seulement de promouvoir de telle stratégies dans les pays en développement, mais aussi de s'assurer que l'environnement international y est favorable, ce qui nécessite un renforcement de la coopération multilatérale pour sortir de l'interminable cycle de crises financières, économiques, alimentaires ou climatiques.

1/ P.-N. Giraud, *La mondialisation. Emergences et fragmentations*, Sciences humaines Editions, 2008, pp. 47-48.





Grève du lait : un an après

FRÉDÉRIC LÉVÈQUE
CNCD-11.11.11

Il y a un an, des milliers de producteurs de lait multipliaient les actions dans plusieurs pays européens pour protester contre un prix du lait qui ne couvrait pas leurs coûts. Un an plus tard, la situation n'a guère évolué et l'Europe ne semble pas vouloir changer son fusil d'épaule et revoir sa politique de dérégulation.

Il y a un an, les producteurs de lait étaient en campagne. En France, en Espagne, en Belgique et ailleurs, ils multipliaient les actions coup de poing. En septembre, ils allaient jusqu'à déclencher une grève du lait, en cessant de livrer les laiteries. On s'en rappelle, cette opération était amplifiée par des épandages massifs de lait, symbole ultime de la détresse d'une corporation se sentant prise à la gorge et préférant jeter sa production plutôt que la vendre à perte.

L'année 2009 a en effet été marquée par une chute du prix du lait. Trente pour cent de moins que l'année précédente ! Au pire de la crise, le prix payé au producteur tournait autour de 17 centimes d'euro le litre ; soit trois fois moins que l'eau en bouteille ! Le hic, c'est que selon une étude du Service public fédéral (SPF) Economie, un litre de lait coûte en moyenne plus de 33 centimes au producteur belge. Inutile donc d'être fortiche en économie pour comprendre la difficulté de la profession dont le nombre d'exploitations en Belgique a fondu de 47.000 en 1984 à 12.500 aujourd'hui.

Montrée du doigt par les protestataires, la Commission européenne (CE) avait réagi en créant un « fonds laitier » d'urgence doté de près de 300 millions d'euros à répartir entre producteurs. Une bien faible compensation à vrai dire puisque comme en témoigne un producteur laitier de Rebécq dans les colonnes du *Télémostique* (14/07/10), cette aide conjoncturelle équivaut à 1.800 euros pour son exploitation de 90 vaches laitières, alors que ses pertes, déplore-t-il, s'élèvent à 80.000 euros.

Bruxelles avait également mis sur pied un « Groupe de haut niveau sur le lait » ayant pour mission de formuler des pistes de solution. Un « encommisionnement » du conflit permettant de gagner du temps et misant sur l'essoufflement des mobilisations.

David contre Goliath

Le 12 juillet dernier, un millier de producteurs sont venus rappeler à Bruxelles que rien n'avait changé... ou presque. Si le prix du lait a légèrement remonté, il se situe encore et toujours sous le seuil de rentabilité. Et ce ne sont pas les propositions du groupe d'experts de la CE qui changeront structurellement la situation.

Certes, le Groupe de haut niveau reconnaît que les producteurs sont en situation de faiblesse, mais ses propositions – à l'étude par les ministres européens en prévision d'une réforme d'ici la fin de l'année – restent insuffisantes. Le rapport en question préconise notamment de renforcer le pouvoir de négociation collective des producteurs face à l'industrie et leurs relations contractuelles.

Les experts misent sur l'organisation de groupements et d'interprofessions des producteurs pour qu'ils supportent mieux le coût des investissements et pour peser face à une industrie (laiteries, secteur de la distribution) très gourmande en marges bénéficiaires. « C'est David contre Goliath », commentait le ministre wallon de l'Agriculture Benoît Lutgen dans *Le Soir* (25/07/10), qui ajoutait que « ce n'est pas parce



© Gwenael Piasier 2009

qu'ils peuvent se regrouper que le rapport de force avec l'industrie sera nécessairement équilibré. En fait, il ne le sera pas. On le sait bien, il ne faut pas se voiler la face ».

Le groupe d'experts promeut également la contractualisation – des contrats directs entre producteurs et laiteries. Pour les organisateurs de la manifestation, l'European Milk Board et la Coordination européenne de la Vía Campesina, « ces contrats mènent les producteurs à une dépendance totale car les laiteries, acteurs plus forts sur le marché, en dicteront les conditions »¹.

« LES AGRICULTEURS N'ONT D'AUTRE CHOIX QUE DE S'ADAPTER À UN MARCHÉ MONDIAL DU LAIT ET D'ALIMENTER AU MEILLEUR PRIX L'INDUSTRIE AGROALIMENTAIRE »

La politique européenne en question

Le rapport des experts néglige le volet central des revendications des producteurs qui est de réguler les volumes de production de lait en les ajustant à la demande réelle. En fait, le « groupe de haut niveau » ne remet pas en question ce qui représente le problème fondamental dans ce dossier, à savoir l'évolution récente de la Politique agricole commune (PAC) de l'Union européenne.

Retour en arrière. Au début des années 80, l'Europe est confrontée à de nombreux surplus agricoles. Pour enrayer la croissance continue de la production laitière, elle instaure en 1984 un régime de quotas. On décide donc d'encadrer publiquement la production, d'institutionnaliser les volumes et de garantir le prix. Mais les temps changent : à partir de 1992, l'UE abandonne la régulation au nom de la foi dans la capacité autorégulatrice des marchés. En 2003, elle décide de la suppression de quotas laitiers pour 2015. D'ici là, ils sont augmentés. « Les agriculteurs n'ont d'autre choix que de s'adapter à un marché mondial du lait et d'alimenter aux meilleurs prix l'industrie agroalimentaire », nous explique Corentin Dayez, d'Oxfam Magasins du monde. « L'Union Européenne veut, en effet, mettre en œuvre une politique qui lui permette d'augmenter sa part dans les échanges mondiaux du lait. Il faut donc produire plus – et donc supprimer les quotas – tout en s'alignant sur les coûts de production mondiaux ».²

Et le Sud ?

Lorsqu'il y a un an la crise du lait éclata, les ONG Nord-Sud belges et plusieurs organisations paysannes d'Afrique s'étaient mobilisées pour soutenir les revendications légitimes des producteurs laitiers engagés dans la grève du lait. On se souviendra que différents représentants d'ONG avaient marqué leur soutien aux revendications des producteurs laitiers en faisant symboliquement un « à-fond » de lait devant les bureaux de la CE.

En fait, les organisations de développement et de coopération se mêlent du conflit car elles estiment que la volonté de la CE de poursuivre la dérégulation et de supprimer les quotas conduit à une impasse. Cette politique a de lourdes conséquences sur les producteurs des pays du Sud. La surproduction fait non seulement chuter les prix, mais oblige également l'Europe à subventionner l'exportation de ses excédents de lait en poudre pour les écouter... dans les pays du Sud, fragilisant leur économie pourtant déjà si vulnérables.

« Quel sens y a-t-il à soutenir les efforts des organisations paysannes des pays du Sud pour développer leurs productions locales, via l'aide au développement, si cette même production est mise à mal par une politique agricole qui produit des excédents »³ et qui compromet leur avenir par la concurrence de la poudre de lait exportée chez eux à bas prix ? Revendiquer un ajustement de la production à la consommation au-delà des aides d'urgence ponctuelles est et reste complètement légitime. À suivre...

1/ « Mille producteurs de lait ont manifesté devant le Conseil Européen », European Milk Board – European Coordination Via Campesina, Communiqué de presse, 12 juillet 2010. Voir en ligne : [//www.europeanmilkboard.org">www.eurovia.org">//www.europeanmilkboard.org](http://www.eurovia.org) 2/ Corentin Dayez, Aux rayons des produits frais, Oxfam Magasins du Monde, août 2009. Voir en ligne : www.oxfammagasinsdumonde.be 3/ « Les organisations de solidarité internationale belges déçues des « avancées » sur le dossier lait », Communiqué de presse, 25 juin 2010. Voir en ligne : www.pfsa.be



Brésil Gouvernement Lula : un bilan social contradictoire

L'ère Lula touche à sa fin. En janvier prochain, le Brésil aura un nouveau président. Laurent Delcourt nous dresse un tableau nuancé de deux mandats qui ont suscité beaucoup d'espoir.

À l'approche des élections d'octobre 2010, quel bilan social tirer de la présidence de Luiz Inácio Lula da Silva (2003-2010) au-delà de son extraordinaire popularité ? Tantôt célébré par les grands médias étrangers et le monde économique et financier, tantôt fustigé par une gauche désabusée par ses renoncements, le Brésil de Lula se laisse difficilement enfermer dans une lecture univoque.

Le retour de l'initiative publique

Si le gouvernement Lula n'a pas été celui de la rupture ni celui des grandes innovations, on ne peut souscrire pour autant au point de vue de certains qui envisagent les mandats de Cardoso et Lula (1995-2010) sous l'angle de la continuité, soulignant entre autres la poursuite d'une politique économique orthodoxe et l'abandon du projet de réforme agraire. Il faut aussi mettre en évidence les glissements et les inflexions qui ont caractérisé les politiques socio-économiques durant les deux mandats. Il en va ainsi de la progressive réhabilitation des politiques publiques dans la sphère socioéconomique, annonciatrice d'une transition vers un modèle de développement donnant une nouvelle centralité à l'État.

Malgré la poursuite d'objectifs de stabilité macro-économique, « mal nécessaire » justifié par l'« héritage maudit » laissé par Cardoso, le gouvernement a en effet mis un terme au processus de privatisation rampante qui menaçait les grands fleurons de l'économie brésilienne (Petrobras, Banco do Brasil, etc.) pour amorcer ensuite une véritable tournant néo-keynésien : redynamisation de la croissance par la relance de la consommation intérieure et l'investissement public. Renouant en quelque sorte avec l'État industrialiste et modernisateur varguiste¹, cette orientation « développementiste » est encore plus affirmée durant le second mandat de Lula, avec le lancement en 2007 du Programme d'accélération de la croissance (PAC), vaste plan d'investissements doté d'une enveloppe de plus de 200 milliards d'euros, suivi en mars 2010 par l'annonce d'un PAC 2 pour un montant deux fois supérieur.

Lutte contre l'extrême pauvreté

Parallèlement, le gouvernement Lula a initié une série de politiques sociales novatrices. Épine dorsale de son projet social, le plan *Fome Zero* (Faim zéro), lancé tambour battant en 2003, rassemble actuellement une cinquantaine d'initiatives publiques de lutte contre la faim et la pauvreté, allant de l'octroi d'allocations diverses aux catégories les plus pauvres de la population à la création de restaurants populaires en passant par la distribution de repas aux élèves de l'enseignement public composés entre autres avec des produits issus de l'agriculture familiale. La plus emblématique d'entre elles, *Bolsa Família*, un programme de transfert conditionné de revenu, touche d'ores et déjà quelque 12,4 millions de familles,

LAURENT DELCOURT
historien et sociologue,
Cetri - Centre tricontinentale

soit près d'un tiers de la population brésilienne. Même si elle s'inspire de mesures disparates initiées par Cardoso, cette allocation s'en démarque très nettement, ne fût-ce que par ses ambitions clairement universalistes.

Outre ces projets axés sur la lutte contre la faim et l'extrême pauvreté, laquelle dispose désormais d'une base juridique depuis l'intégration du droit à l'alimentation dans la Constitution, notons aussi le relèvement substantiel du salaire minimum, les facilités de crédit octroyées aux revenus modestes, les programmes de soutien à l'agriculture familiale, un plan de rénovation de l'habitat et d'assainissement des quartiers populaires, les mesures facilitant l'accès des enfants des familles pauvres ou des minorités à l'enseignement, l'électrification des zones les plus reculées ou encore la création de nombreux espaces de participation et de dialogue social. Avec l'ambitieux programme lancé en 2007 au début du second mandat, *Territórios da Cidadania* (Territoires de la citoyenneté), lequel vise à coordonner l'ensemble des actions sociales dans les régions les plus pauvres du Brésil, toutes ces initiatives témoignent bien de l'élargissement considérable du champ d'action sociale de l'Etat sous Lula.

Un modèle de développement hybride

Sans préjuger de la nature des orientations prises, les progrès réalisés sur le plan socio-économique sont indéniables. Signe évident de bonne santé économique, le pays n'a pas connu de crise économique majeure depuis 2002/2003. Qualifiée de vaguelette (*marolinha*) par Lula, la crise financière de 2008 n'a même pas réussi à entamer le dynamisme économique du pays, lequel affiche toujours une croissance élevée et stable. Outre cette solidité économique retrouvée, soulignons les progrès accomplis sur le terrain de la lutte contre la pauvreté : près de 28 millions de personnes ont pu s'extraire de la pauvreté depuis 2003 tandis que la malnutrition infantile a régressé de 46%, et de près de 74% dans le Nordeste, la région la plus pauvre du pays, entre 2003 et 2008. Révélateur de l'amélioration des conditions de vie au Brésil, le panier alimentaire de base (*cesta básica*) équivaut actuellement à 45% du pouvoir d'achat moyen, contre 89% en 1995. Du reste, près de 12,5 millions de nouveaux emplois formels auraient été créés au Brésil tandis que l'emploi informel aurait régressé de 40 à 50%.

« LES POLITIQUES DU GOUVERNEMENT LULA ONT CERTES FAIT RECULER LA PAUVRETÉ MAIS N'ONT PAS PERMIS D'ALTERER FONDAMENTALEMENT LA STRUCTURE DE RÉPARTITION DES REVENUS ET DE LA RICHESSE AU BRÉSIL »

Saluées par les organismes internationaux, ces avancées sont toutefois à nuancer au regard de la persistance des inégalités, lesquelles demeurent abyssales dans le pays. En somme, les politiques du gouvernement Lula ont certes fait reculer la pauvreté mais n'ont pas permis d'altérer fondamentalement la structure de répartition des revenus et de la richesse au Brésil. En l'absence d'une politique ambitieuse de redistribution des terres, la concentration foncière s'est accrue tandis que le revenu moyen des plus riches a connu une hausse plus importante encore que celui des familles les plus pauvres en raison du maintien d'un régime fiscal extrêmement régressif. Si bien qu'une famille disposant de moins de deux salaires minimums paie en moyenne 46% de son revenu en impôts et taxes contre 16% pour une famille disposant d'un revenu équivalant à plus de 30 fois le salaire minimum !

Ce déphasage illustre bien le caractère hybride du modèle de développement brésilien. Les stratégies poursuivies par le gouvernement mettent en tension des objectifs contradictoires voire antinomiques dans leur nature et leurs effets sur le plan social. Un objectif de réduction de la vulnérabilité économique passant par des mesures d'austérité budgétaire et des politiques macro-économiques très favorables au capital financier. La recherche d'une croissance élevée et stable passant par l'octroi d'avantages fiscaux aux entreprises, nationales ou non, notamment dans le cadre des PAC. Et, enfin, un souci bien réel de redistribution des fruits de la croissance aux plus pauvres via des politiques sociales ciblées.

Ces dynamiques schizophréniques apparaissent clairement dans le domaine des politiques agricoles. En effet, tout en débloquant des fonds relativement importants pour soutenir l'agriculture familiale, le gouvernement Lula continue à privilégier, comme ses prédécesseurs, un modèle de développement agraire fondé sur les monocultures d'exportation et l'agrobusiness, certes moteur de croissance et source de précieuses devises, mais socialement inique et écologiquement destructeur.

Contradictoires en apparence, les politiques de Lula portent d'une certaine manière la marque de la nature composite de son gouvernement. En dépit de l'unité affichée, il s'agit en effet d'un gouvernement de disputes dans lequel « la définition des politiques [...] et l'allocation des ressources sont l'objet de négociations, et parfois de conflits entre ministres défendant des projets opposés »².

1/ De 1930 à 1945 puis de 1951 à 1954, le président Getúlio Vargas amplia considérablement le rôle de l'Etat dans la vie économique et sociale du pays par la création de nombreuses entreprises publiques, des politiques de substitution aux importations, la mise en place de filets de sécurité sociale et le renforcement des lois du travail. La démocratisation dans la première décennie des années 1980 et les politiques néolibérales mises en oeuvre par le président Collor de Mello poursuivies et renforcées ensuite par Cardoso aboutiront au démantèlement partiel de l'Etat varguiste. 2/ Delcourt L., Polet F. (2004), « Les mouvements sociaux : nouvelles occasions d'expression mais report des satisfactions », Denis Rolland, Joëlle Chassin (coord.), Pour comprendre le Brésil de Lula, L'Harmattan, Horizons Amérique latine, Paris, pp. 135-141.

Montée en puissance du Brésil sur la scène internationale

C'est sans doute en matière de politique extérieure que Lula a le mieux concrétisé ses promesses et engagements. L'ex-syndicaliste avait toujours fait part publiquement de son souhait de « changer la géographie politique et économique du monde » en donnant au Brésil la place censée lui revenir de droit dans le concert des nations. Un pari à l'évidence en partie tenu.

Aux antipodes des stratégies d'insertion passive du Brésil dans la mondialisation promues par Cardoso, l'activisme diplomatique tous azimuts de Lula sur de grands dossiers internationaux (Haïti, sommet de Copenhague, conflit israélo-palestinien, question du nucléaire iranien etc.) ont permis au pays, soucieux d'obtenir une place au Conseil de sécurité des Nations Unies, de se profiler comme un acteur incontournable sur la scène internationale, aujourd'hui respecté et écouté. En prenant la tête d'une coalition d'Etats du Sud – le G20 – qui sonnera le glas des négociations de l'Organisation mondiale du commerce à Cancún en 2003, et en contestant, en 2005, le projet de Zone de libre-échange des Amériques (ALCA, sigle en portugais), qui mettra fin aux ambitions des États-Unis sur la région, le gouvernement Lula a d'emblée montré qu'il n'entendait pas brader les intérêts du Brésil dans des accords commerciaux inégaux, tout en affirmant l'indépendance de sa politique extérieure. En initiant, enfin, de nouvelles solidarités Sud-Sud et en multipliant les accords et les alliances stratégiques, en particulier avec les autres pays émergents, il se ménagera de nouvelles marges de manœuvre diplomatique, politique et commerciale face aux puissances traditionnelles, en cohérence avec sa vision d'un monde multipolaire.

« LE BRÉSIL AMBITIONNE DE SE POSITIONNER COMME LA CHEVILLE OUVRIÈRE D'UN NOUVEL ORDRE INTERNATIONAL, IL NE PLAIDE PAS POUR AUTANT EN FAVEUR D'UN MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT ALTERNATIF »

Fort de son leadership en Amérique latine, qu'il considère comme « naturel », le Brésil de Lula se posera enfin en garant de l'unité régionale, de l'intégrité territoriale et de la démocratie. Aussi, relancera-t-il le processus d'intégration régionale (Mercosur, Unasur, etc.), jouera-t-il le rôle d'arbitre dans plusieurs pays de la région (Venezuela, Bolivie, etc.) en proie à d'importants conflits internes, et condamnera-t-il de manière virulente le coup d'État du 28 juin 2009 au Honduras, quitte à entamer un bras de fer avec Washington, tout ceci en dépit du sacro-saint principe de non intervention de sa politique extérieure. En définitive, sur la plan régional, malgré d'inévitables tensions et la défiance persistante de ses voisins, lesquels soupçonnent le Brésil de poursuivre un dessein expansionniste, le gouvernement Lula s'est révélé être un allié de poids pour les autres régimes de gauche latino-américains.

Ceci dit, si le Brésil ambitionne de se positionner comme la cheville ouvrière d'un nouvel ordre international, il ne plaide pas pour autant en faveur d'un modèle de développement alternatif à l'échelle de la planète. Aussi, tout en en cultivant une diplomatie progressiste sur le plan politique, le Brésil de Lula est apparu comme l'un des plus ardents défenseurs de la libéralisation du commerce agricole et un soutien indéfectible à ses multinationales (Petrobras, Embraer, Odebrecht, Vale, etc.), lesquelles ont connu un impressionnant décollage ces 8 dernières années, ce qui n'a pas été sans renforcer la crainte des pays latino-américains de voir émerger dans la région un nouvel impérialisme « jaune-vert ». De fait, entre le discours du gouvernement, ses positions et ses stratégies sur le plan économique, l'écart est souvent manifeste, comme l'illustre le dernier sommet du G20 au cours duquel le Brésil s'est ouvertement opposé aux projets de taxation de ses banques alors même que Lula n'avait cessé de plaider depuis le déclenchement de la crise pour une réforme en profondeur du système financier international. (L.D.)



© UN Photo/Helena Mulkerns 2007

Afghanistan **Loin de la stabilité et du développement**

Le 7 octobre prochain, cela fera neuf ans que les Etats-Unis et leurs alliés de l'OTAN ont lancé leur intervention militaire en Afghanistan au nom de la « guerre contre le terrorisme ». Rabab Khairy dresse un constat de cette intervention en s'attardant sur les enjeux de l'aide au développement et de son instrumentalisation par les militaires.

Neuf ans déjà que l'Afghanistan endure une intervention étrangère au nom de la « guerre contre le terrorisme ». Mais cela fait plus de trois décennies que des conflits déchirent ce pays d'Asie centrale. Depuis 1978¹, le pays n'a connu ni période de stabilité ni de développement. La dernière guerre en date lancée par les États-Unis et leurs alliés de l'Alliance atlantique ne vient donc que creuser encore davantage le fossé des inégalités humaines, sociales et économiques que subit la population afghane.

La guerre a été lancée le 7 octobre 2001. Près d'un mois après les attentats du 11 Septembre. L'objectif déclaré était de contrer et démanteler les bastions du terrorisme international qui avaient trouvé refuge en Afghanistan, tout en menant une stratégie qui se voulait vertueuse de « state-building »². Mais ce n'est pas se fourvoyer que de considérer que des enjeux stratégiques de première importance se dissimulent derrière l'intervention militaire de l'OTAN. La région abrite en effet d'énormes ressources énergétiques et le contrôle des voies d'acheminement de celles-ci passe obligatoirement par le contrôle de l'Afghanistan en plus de la présence occidentale dans la majorité des pays de la région³.

1/ L'instabilité chronique de l'Afghanistan dure depuis le 19^e siècle avec les différentes invasions britanniques et russes. L'intervention soviétique (1978-1989) qui fit plus d'un million de morts a été suivie par une guerre civile qui dura jusqu'à la prise de pouvoir des Talibans en 1996. 2/ Construire un État qui fonctionne. 3/ Il n'y a qu'à voir le nombre de bases militaires américaines installées dans la région : Turkménistan, Tadjikistan, Ouzbékistan, Kirghizstan, destinées à garder sous influence des États-Unis cette région au détriment d'autres puissances régionales : Russie, Chine ou Iran.

Un constat amer et sombre

Aujourd'hui, le constat est amer. L'impression qui domine est que le pays s'enfonce toujours davantage dans l'insécurité et l'instabilité qui entraînent la chute des indicateurs de développement et des conditions de vie de plus en plus difficiles pour une population qui n'en avait pas besoin. Selon le dernier rapport du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) de 2009, 73% de la population n'a toujours pas accès à l'eau potable. La mortalité infantile (165 pour 1.000) et la mortalité des femmes suite à des complications de leur grossesse⁴ sont parmi les plus élevées du monde. Les seuls domaines dans lesquels des progrès relatifs ont été réalisés par rapport à la période précédant la guerre sont ceux de la santé et de l'éducation, mais uniquement dans certaines zones et absolument pas dans les plus reculées ou les plus fortement exposées aux combats.

« L'AIDE DOIT ÊTRE FOURNIE EN FONCTION DES BESOINS DES POPULATIONS ET NON EN FONCTION DES ZONES D'INTERVENTION DES TROUPES MILITAIRES OCCIDENTALES »

Amer, le constat est aussi sombre car faute d'inverser la tendance, les politiques d'intervention des pays de l'OTAN semblent poursuivre l'intensification de l'effort militaire. Il existe un déséquilibre important entre les ressources accordées aux opérations militaires et celles accordées au développement. L'aide humanitaire représente moins de 10% des dépenses militaires réalisées par les troupes des pays donateurs⁵. Cela se vérifie en Belgique où, en 2010, 109 millions d'euros sont consacrés à l'intervention militaire alors que seulement 12 millions le sont à l'effort civil. Il est ainsi paradoxal

d'observer la concomitance de l'augmentation des effectifs militaires occidentaux – quelque 150.000 hommes – et afghans et la croissance de l'insécurité, du nombre de civils tués, de déplacements de populations et de réfugiés. Rien que pour l'année 2009, 2.412 civils ont été tués selon la MANUA (Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan), ce qui représente une augmentation de 259% de tués depuis 2006.

De plus, l'échec de l'instauration d'un État de droit sur l'ensemble du territoire entraîne une corruption et une criminalité qui gangrènent l'ensemble de l'économie du pays. En 2009, l'Afghanistan a été placé à l'avant-dernière place du classement de l'index de corruption de l'ONG Transparency International. D'où un cercle vicieux qui se met en place, dans lequel les bailleurs de fonds rechignent à verser directement l'aide aux ministères de peur que celles-ci soient détournées, ceux-ci se retrouvant ainsi sans budget pour mener à bien leurs missions.

Les dangers de la militarisation de l'aide

En plus du déséquilibre budgétaire en faveur de l'effort militaire, on constate une gestion de l'aide très hasardeuse. Dès le début de l'intervention, les erreurs ont été multipliées pour mener de front l'instauration de la sécurité dans le pays et permettre le développement de celui-ci. La plus grave de toute fut d'associer « le militaire »

à « l'aide au développement ». Un récent rapport d'Oxfam⁵ constate ainsi que bien que plus de 40 milliards de dollars ont été investis dans l'aide internationale en Afghanistan depuis 2002, « bon nombre des priorités les plus urgentes pour les Afghans, comme l'établissement d'un Etat de droit ou la lutte contre la pauvreté, ont été écartées au détriment d'une utilisation de plus en plus militarisée de l'aide ».

Plus concrètement, les pays contributeurs canalisent l'argent de l'aide vers les zones où ils ont des troupes et, plus grave encore, allouent ces fonds à des projets réalisés directement par des équipes sous commandement militaire. L'essentiel des fonds d'aide va ainsi aux Equipes de reconstruction provinciales (ERP) créées pour répondre à la doctrine militaire américaine « Win hearts and minds » visant à faciliter les opérations militaires en gagnant « le cœur et les esprits » des populations. Or leurs projets ne visent que du court terme et sont menés sans implication communautaires. Du fait qu'ils sont d'origine militaire, ils deviennent des cibles pour les factions anti-gouvernementales. Le rapport d'Oxfam international pointe ainsi du doigt la priorité donnée par nombre d'ERP à la construction d'écoles, qui deviennent autant de cibles d'attaques; celles-ci ayant augmenté de 200% cette année par rapport à 2009 !

Un autre effet négatif et dangereux de cette militarisation de l'aide est la confusion des genres qui est créée dans l'esprit de la population afghane et qui expose la vie des travailleurs sociaux et humanitaires qui tentent de maintenir leurs activités dans les zones à risques, souvent là où les besoins sont les plus criants. Le corollaire de cet effet est la réduction des zones dans lesquelles les ONG s'autorisent à agir. Depuis le début de la guerre, Médecins sans Frontières (MSF) alerte les donateurs sur ce danger. Après plus de 24 années de présence en Afghanistan, MSF a décidé de se retirer en juillet 2004 après l'assassinat de cinq de ses volontaires. Si la célèbre organisation est revenue depuis, elle limite son intervention à certaines zones précises, comme bien d'autres ONG internationales, pour ne pas risquer d'autres attaques contre ses équipes tout en continuant à dénoncer le mélange des genres que les forces de l'OTAN entretiennent.



© Amit Kanekal 2008

Un changement de cap nécessaire

Au vu du bilan de la guerre, la stratégie d'aide fournie à l'Afghanistan aurait pu être remise en question lors de la dernière conférence des pays donateurs qui s'est tenue à Kaboul le 20 juillet. Il n'en a rien été. Les mêmes recommandations que lors des huit conférences internationales précédentes ont été formulées pour un assainissement et une plus grande transparence des comptes de l'Etat et une implication renforcée pour le développement du pays.

Pourtant, seul un changement de stratégie à 360° de la part des acteurs en présence pourra lancer une dynamique positive. Les pays qui interviennent en Afghanistan doivent se rendre à l'évidence que l'option du tout militaire n'est pas la solution. En lieu et place, il est nécessaire de rechercher une solution politico-diplomatique au conflit. Les efforts de la communauté internationale doivent être mobilisés pour une médiation visant à encourager un processus de dialogue et de négociation nationale entre toutes les parties au conflit, tout en y associant les pays de la région.

En ce qui concerne l'aide au développement, son instrumentalisation doit être interrompue car elle représente un obstacle dangereux à l'action de développement. L'aide doit être fournie en fonction des besoins des populations et non en fonction des zones d'intervention des troupes militaires occidentales et doit être mise en œuvre par des professionnels du développement et non par des militaires. Les actions de développement doivent faire participer la société civile afghane à la reconstruction de leur pays. Une société civile forte est nécessaire pour le développement et le bon fonctionnement du pays et un gage de démocratie et de transparence.

4/ Toutes les ½ heure, une femme meurt des suites de complications liées à sa grossesse.

5/ Selon l'Agency Coordinating Body for Afghanistan Relief (ACBAR) – coordination des ONG présentes en Afghanistan. 6/ « Promesses, Promesses » – Note d'information sur la conférence de Kaboul en Afghanistan – Oxfam International, 19 juillet 2010.

Retrait des troupes belges !

Le 19 mars, le gouvernement belge décidait de façon unilatérale de prolonger l'engagement des troupes belges en Afghanistan jusqu'à la fin 2011. Cette décision n'a fait l'objet que d'une simple discussion *a posteriori* en Commissions des Relations extérieures et de la Défense nationale de la Chambre. La Belgique en Afghanistan, c'est 626 soldats et 6 avions de combat F-16 et un coût pour le contribuable estimé à près de 110 millions d'euros rien que pour l'année 2010.

Ailleurs, les débats sont plus vivaces. Au Pays-Bas, le gouvernement est tombé en février faute d'un accord pour le prolongement des forces néerlandaises et la décision de leur retrait en août 2010 a été maintenue. En Allemagne, les débats font rage entre formations politiques et dans les médias. Le Canada a informé du retrait de ses troupes en 2011.

Et même le président américain a annoncé un début de retrait des siennes en juillet 2011. En Belgique, notre gouvernement, aujourd'hui en affaires courantes, semble surtout vouloir se faire bien voir de la Maison Blanche et ce malgré le fait que les troupes belges se sont retrouvées ces derniers temps dans de pénibles situations de combat.

Pour motiver cette décision, le ministre des Affaires étrangères, Steven Vanackere, a déclaré qu'une stratégie de sortie ne peut être liée à un calendrier, mais seulement à des résultats. Et Yves Leterme d'ajouter que les objectifs à atteindre en Afghanistan sont : sécurité, stabilité, bonne gouvernance, ordre et État de droit. Ces déclarations, prononcées en mars 2010, ne tiennent absolument pas compte du résultat catastrophique de 9 ans de guerre. Il est paradoxal que les combats n'ont fait que renforcer l'insurrection de groupes armés afghans, y compris ceux des Talibans. Au point que les États-Unis envisagent de négocier avec les Talibans « les plus modérés ».



Objectifs du millénaire pour le développement : état des lieux



NICOLAS VAN NUFFEL
responsable du département plaidoyer, CNCD-11.11.11

Toute une époque !

Dix ans déjà... En septembre 2000, 189 dirigeants venus du monde entier approuvaient en grande pompe les « Objectifs du millénaire pour le développement » (OMD). Huit objectifs (détaillés dans les cadres tout au long de ce dossier) pour enfin en finir avec la pauvreté avant 2015. Enfin, en finir... derrière cette grande déclaration, qui allait bientôt devenir le fil rouge de toutes les actions des grandes agences internationales de financement, se cache une certaine vision du développement, reflet de son temps. Eclairage en trois mots.

Objectifs

Très loin de la Déclaration des Nations Unies sur le droit au développement qui, au milieu des années 1980, affirmait le droit de tous les individus et de tous les peuples à accéder au développement, la Déclaration du millénaire est à l'image de son époque. Elle se veut pragmatique. Des objectifs précis sont définis, des cibles et des indicateurs chiffrés y sont associés. À une époque où le fonctionnement du secteur privé devient le modèle sur lequel tous doivent se calquer, on applique les méthodes qui sont censées faire le succès du monde de l'entreprise : gestion axée sur les résultats, efficacité et efficience prendront désormais le pas sur la réflexion globale sur les failles du système (*on lira à ce propos l'encadré sur l'objectif 8*).

Millénaire

Nous sommes en l'an 2000, ce cap symbolique attendu depuis des décennies et qui a tant inspiré des générations entières. La Guerre froide est finie, le libéralisme triomphe, un auteur a même annoncé quelques années auparavant la « Fin de l'Histoire ». Pour les élites mondiales, en plein boom économique de la bulle Internet, une longue ère de prospérité s'ouvre. Il n'y a plus qu'à en faire profiter les pauvres et tout ira pour le mieux dans le meilleur des mondes. Entretemps, les attentats du 11 Septembre, puis plus récemment la multiplication des crises ont sonné comme un dur réveil pour ce bel idéal. À cela s'ajoute l'émergence d'une série de pays du Sud, en tête desquels la Chine, l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud. Dix ans plus tard, les relations Nord-Sud ont été profondément transformées et sont faites de concurrence et de méfiance réciproque. En témoigne notamment le blocage des négociations à l'Organisation mondiale du commerce (le fameux « Cycle de Doha pour le développement ») et à la Conférence des Nations Unies pour le climat.

Développement

Où l'on revient aux limites du modèle. En effet, même si, comme le souligne Francine Mestrum dans son article (cf. page suivante), le monde a connu une croissance de 250% depuis 20 ans, les inégalités s'accroissent sans cesse et l'impasse environnementale dans laquelle nous nous sommes engouffrés à grandes enjambées nous oblige à repenser le modèle même sur lequel nous avons construit notre société. C'est là sans doute la principale faille de cette Déclaration du millénaire : en posant la question sous l'angle de la pauvreté, elle fait l'impasse sur les inégalités, qui sont le véritable problème de notre époque. Si certains objectifs semblent techniquement atteignables, les inégalités ont explosé depuis trente ans, et la pauvreté, la faim ou la lutte contre la mortalité maternelle et infantile sont, avant tout, des questions de justice et de partage des richesses. Sans cela, 2015 ne sera qu'une étape parmi d'autres, où l'on renouvellera des engagements déjà pris par ailleurs, pendant qu'un milliard de personnes souffrent de la faim...



Objectif 1 : éradiquer l'extrême pauvreté et la faim

Eradiquer l'extrême pauvreté et la faim ? Les Etats se sont en fait contentés de cibler une diminution de 50% de la proportion de personnes qui en sont victimes. Avec quels résultats ? L'extrême pauvreté semble en diminution : la proportion de personnes devant vivre avec moins de 1,25 dollar par jour a sensiblement baissé dans les pays en développement, passant de 46% à 27%. Mais ce progrès est surtout le fait de l'Asie : le taux de pauvreté extrême en Asie de l'Est a ainsi été divisé par quatre, alors qu'en Afrique, ce taux a à peine baissé, passant de 58% à 51%. Quant à la faim, n'en parlons pas : en 2009, notre planète a atteint le triste record d'un milliard de personnes souffrant de malnutrition ! Cette cible-là, disons-le franchement, n'a aucune chance d'être atteinte...



Objectif 2 : assurer l'éducation primaire pour tous

C'est l'ONU qui le dit dans son rapport 2010 sur les OMD : « L'espoir pour une éducation universelle d'ici 2015 diminue, malgré le fait que beaucoup de pays pauvres font des progrès énormes. » Nos dirigeants s'étaient en effet engagés à ce que tous les enfants du monde puissent terminer un cycle primaire pour l'an 2015. Six ans avant l'échéance, 11% de ces enfants sont toujours hors de l'école. Là encore, l'Afrique subsaharienne, même si elle a fait de gigantesques progrès, est à la traîne, faute de moyens : 43% des enfants sans école se trouvent sur ce continent ! Mais derrière les disparités régionales, ce sont surtout les inégalités locales qu'il faut pointer : un enfant pauvre a par exemple quatre fois plus de risques de ne pas être scolarisé qu'un enfant riche.



FRANCINE MESTRUM

docteur en sciences sociales, chargée de cours à l'ULB,
auteure de « Mondialisation et pauvreté » (EPO, 2002)

Lutte contre la pauvreté ou développement ?

2015 s'approche et un constat s'impose. Les objectifs de réduction de la pauvreté fixés en 2000 à l'ONU ne seront pas atteints. Derrière de généreuses promesses, on ne peut que faire état d'un manque certain de volonté politique et d'une approche biaisée.



Objectif 3 : promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

Derrière cet objectif ambitieux, une cible très précise : éliminer les disparités entre les sexes dans l'enseignement. Pour les niveaux primaire et secondaire, cette cible aurait dû être atteinte en 2005, ce qui ne fut pas le cas. Par contre, 2015 semble une échéance raisonnable : pour 100 garçons inscrits à l'école primaire, on comptait 91 filles en 1999 et 96 en 2008. Les progrès les plus spectaculaires ont été enregistrés dans l'enseignement supérieur, puisqu'on est passé dans ce secteur de 82 à 97 filles pour 100 garçons dans les mêmes délais. Parmi les raisons du maintien des disparités entre les sexes, on trouve des freins culturels, mais aussi des causes très pratiques : l'absence de sanitaires adéquats dans les écoles empêche les filles pubères de suivre une scolarité normale.

À l'approche de l'année fatidique de 2015, nous voilà confrontés à une presqu'évidence : les Objectifs du millénaire (OMD) ne seront pas atteints. Si rien ne change, près d'un milliard et demi d'individus continueront à vivre dans la misère. Constat amer ou constat d'un échec annoncé ?

Dès leur adoption en 2000, plusieurs experts – y compris de la Banque mondiale – déclaraient déjà qu'ils ne seraient pas réalisés. On les disait « trop ambitieux ». Comme si le monde, qui a connu depuis 1990 – année de référence pour les OMD – une hausse des richesses produites de 250% n'était pas en mesure d'améliorer le sort de ses défavorisés.

Peut-être le temps est-il venu de faire une analyse sérieuse des raisons de l'échec de cette lutte contre la pauvreté annoncée en grande pompe dès 1990 ?

Un programme ambitieux ?

Constatons tout d'abord que réduire la pauvreté extrême – celle qui tue – en l'espace de 25 ans, ne peut guère être qualifié de programme ambitieux, surtout quand on ne prétend en sortir qu'une moitié de ceux qui en souffrent. Si un quart de siècle, pendant lequel les richesses se sont accumulées à une vitesse inouïe, ne suffit pas à sortir de la misère 20% de la population mondiale, des questions peuvent être posées sur l'efficacité de notre système économique et politique.

De plus, des doutes sur leur faisabilité étaient permis au vu de la double stratégie mise en place : d'une part, une stratégie contraignante des organisations de Bretton Woods (Fonds monétaire international et Banque mondiale) avec les « Documents stratégiques de

réduction de la pauvreté » (DRSP)¹ et, d'autre part, une stratégie volontariste mais non contraignante avec les OMD. Jusqu'à ce jour, rares sont les DRSP qui ont véritablement intégré les OMD et qui vont au-delà d'un programme de réformes politiques et macro-économiques.

Mentionnons encore la faiblesse de l'aide au développement et sans aucun doute aussi le manque de volonté politique, au Nord comme au Sud, pour véritablement éradiquer la pauvreté.

Depuis 1990, les analyses académiques sur la pauvreté se sont multipliées. Une véritable industrie s'est développée, glosant sur les définitions, les mesures et les ciblages, confirmant ainsi les constats historiques et philosophiques sur le caractère politique de toute lutte contre la pauvreté. Comme le soutient le père de la sociologie de la pauvreté, Georg Simmel, les pauvres ne sont jamais la finalité de la lutte contre la pauvreté. C'est toujours la recherche

^{1/} Les Documents stratégiques de réduction de la pauvreté, ou DRSP, sont des documents que les pays pauvres sont obligés d'introduire auprès du FMI et de la Banque mondiale afin de recevoir une réduction de leur dette.

Objectif 4 : réduire la mortalité infantile

Quelle image plus évidente des inégalités qui frappent notre planète ? Dans les pays industrialisés, 6 enfants sur 1.000 meurent avant l'âge de 5 ans. En Afrique subsaharienne, ils sont 144. Cela signifie qu'un Africain sur sept meurt encore avant l'âge de 5 ans. Et si les Nations Unies s'étaient engagées à réduire de deux tiers le taux de mortalité infantile avant 2015, il leur faut se rendre à l'évidence : l'objectif ne sera pas atteint. Ces chiffres sont d'autant plus scandaleux que la majorité de ces vies auraient pu être sauvées avec peu de moyens : vaccination, antibiotiques, réhydratation, moustiquaires. En effet, trois des principales causes de mort infantile sont aisément soignables : diarrhée, pneumonie et paludisme représentent à eux trois 36% des décès.





Objectif 5 : améliorer la santé maternelle

En l'an 2000, nos dirigeants prétendaient réduire de trois quarts, avant 2015, le taux de mortalité maternelle. Aujourd'hui, ils doivent là encore constater leur échec. Si les statistiques dans le domaine sont difficiles à réunir, il est évident que la courbe de baisse est loin de la tendance attendue. Et, au risque de se répéter, il faut bien constater que la plupart de ces décès sont évitables : plus de la moitié d'entre eux sont dus à l'hémorragie ou à l'hypertension, deux causes de décès quasiment enrayées dans les pays industrialisés. En fait, la raison principale que l'on peut avancer derrière ces chiffres est l'absence d'assistance par du personnel soignant qualifié : elle concerne encore 37% des naissances dans les pays en développement, et plus de 55% en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud.



Objectif 6 : combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies

Si de « bonnes » nouvelles doivent être annoncées, elles sont sans doute à rechercher du côté du VIH. Au niveau mondial, le nombre de personnes vivant avec le virus est en augmentation, mais semble se stabiliser. Et le nombre de nouvelles victimes est en baisse constante depuis 1996. Par contre, si la prévention semble atteindre les effets attendus, les traitements ne suivent pas le rythme de propagation de la maladie : seuls 42% des malades dans les régions en développement bénéficient d'un traitement antirétroviral. Quant à la lutte contre le paludisme, elle fait des progrès très inégaux en fonction des pays, dépendant de la volonté politique. Ainsi, au Rwanda, le taux d'enfants dormant sous des moustiquaires imprégnées est passé de 4% à 56% en seulement quelques années, alors qu'il stagne à 6% en République démocratique du Congo.



d'une légitimité politique, l'imposition de réformes économiques ou l'affaiblissement de certaines forces sociales qui prennent le pas sur l'objectif légitime d'éradiquer la pauvreté.

Tout ceci n'invalide en rien les efforts louables des milliers de personnes, au Nord comme au Sud, qui ont travaillé à réaliser ce rêve lointain et à aider les communautés et les individus à s'émanciper et à développer leurs moyens de subsistance. Toutefois, si ces efforts doivent être couronnés de succès, une analyse plus approfondie s'impose pour éviter les échecs à l'avenir.

Pourquoi les OMD ne peuvent-ils être atteints ?

D'abord, il convient de souligner une fois de plus que la lutte contre la pauvreté n'est pas synonyme de développement. Aussi critique que l'on puisse être, aujourd'hui, à l'égard des rêves de développement industriel et d'un passé de coopération en faveur des intérêts des donateurs, le « développement » tel que défini par l'ONU à partir des années 60 sous l'influence de la majorité des nouveaux pays indépendants et de l'Amérique latine, visait à une diversification et une modernisation économique, à l'auto-détermination et à l'émancipation collective. En matière sociale, l'objectif était le développement d'un Etat social inspiré par le modèle occidental, avec un respect de tous les droits humains et des systèmes de redistribution des revenus et de solidarité. Ces principes restent aujourd'hui tout à fait valables, même si la crise écologique actuelle nous oblige à redéfinir certains concepts.

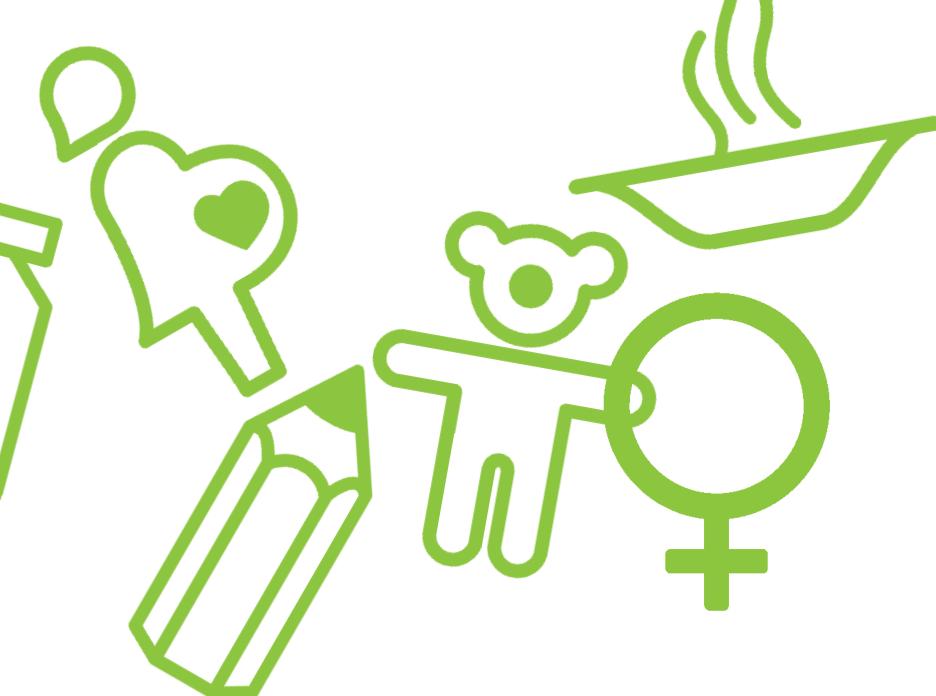


Or, dans des pays où le taux de pauvreté est supérieur à 50%, voire avoisine les 80 ou même 90%, comme c'est le cas en Afrique, il est évident qu'un développement des activités économiques et de la capacité de production, ainsi que celui des infrastructures, devra précéder une réduction de la pauvreté. En d'autres mots, celle-ci ne peut être que le résultat d'un processus de développement économique et social réussi. Jamais elle ne peut le remplacer ! Pour que les politiques de réduction de la pauvreté puissent avoir du succès, il faudra donc renverser les priorités et commencer par le développement régional ou national. L'ONU l'a compris et demande aujourd'hui des plans de développement nationaux. C'est dans le cadre de tels plans que la pauvreté peut être durablement réduite.

Ensuite, les OMD ne sont qu'un reflet très faible des multiples plans d'action adoptés lors des différentes conférences mondiales de l'ONU dans les

« LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ N'EST PAS SYNONYME DE DÉVELOPPEMENT »

années 90 sur l'environnement, la population, les droits humains, les femmes, le développement social, l'habitat, l'alimentation... Le Secrétaire général de l'ONU de l'époque, Kofi Annan, l'avait bien compris en déplorant le caractère très partiel des OMD. C'est pourquoi, depuis quelques années, les Nations Unies parlent des « OMD » mais aussi des « Objectifs du développement internationalement acceptés »



(IADGs, sigles en anglais). L'abandon des plans d'action est particulièrement grave dans le cas de la Conférence sur le développement social de 1995. Celle-ci parlait notamment de la pauvreté, de l'emploi et de l'intégration sociale et, bien qu'imprégnée par le néolibéralisme de l'époque, permettait des politiques bien plus ambitieuses que celles des OMD. Les multiples conférences mondiales onusiennes ont été organisées après la fin de la Guerre froide et étaient censées revitaliser la coopération au développement, libérée des contraintes idéologiques. Mis en œuvres, ces plans d'action auraient permis un développement économique et social durable de l'ensemble de la planète, dont la réduction de la pauvreté aurait été la conséquence. Cela n'a pas été le cas.

Enfin, des questions peuvent être posées sur le choix de la priorité d'une réduction de la pauvreté. En effet, réduire la pauvreté tout en ignorant les inégalités est un choix typiquement néolibéral. La pauvreté extrême devient une violation du droit civil à la vie. La philosophie libérale oblige à respecter ce droit humain mais permet d'ignorer les droits économiques et sociaux. Il est tout à fait possible de réduire la pauvreté pendant que les inégalités augmentent, ce qui se passe en ce moment. Or, plusieurs arguments objectifs plaident pour une réduction des inégalités : le sentiment d'injustice sociale, la stabilité politique, le besoin de frontières pour limiter les migrations et l'asymétrie des relations de pouvoir. De plus, comme la Banque mondiale le constate elle-même, les inégalités importantes freinent la croissance et empêchent que celle-ci bénéficie aux pauvres. Cepen-

dant, ces constats n'ont toujours pas infléchi les politiques néolibérales.

Rêvons un instant. Imaginons que les OMD soient atteints en 2015. Vivrons-nous pour autant dans un monde plus juste ? Avec près d'un milliard de personnes extrêmement pauvres et souffrant de la faim ? Avec, en 2009, 10 millions de super-riches possédant 39.000 milliards de dollars en actifs financiers ?

D'autres politiques sont nécessaires

La crise économique et sociale d'aujourd'hui, les crises écologique et alimentaire montrent ce que le non-respect des OMD annoncent : les politiques actuelles prônées par les institutions de Bretton Woods, le G8 et le G20 ne correspondent pas aux besoins des peuples et certainement pas aux besoins des plus pauvres. Comme l'indique un des derniers rapports de l'ONU sur la pauvreté, d'autres priorités seront nécessaires si l'on veut réellement réduire, voire éradiquer la pauvreté. Celle-ci n'est pas un problème des pauvres mais de l'ensemble des sociétés qui ont besoin d'une redistribution des revenus et d'une réduction des inégalités. Les réponses devront être cherchées du côté d'un rétablissement de l'autonomie politique des pays pauvres, d'une fiscalité mondiale et d'un changement de cap des politiques économiques.

Objectif 7 : assurer un environnement durable



Comment parler d'environnement durable alors que la déforestation persiste, que les Etats sont incapables de dépasser leurs intérêts économiques à court terme pour lutter contre les changements climatiques ? Pour mieux comprendre les enjeux de l'environnement, s'attarder sur la question de l'eau vaut la peine. D'un côté, les Nations Unies se sont engagées à diminuer de moitié la proportion de gens n'ayant pas accès à l'eau potable, cible qui semble en passe d'être atteinte (on est passé de 29% à 16% entre 1990 et 2008). De l'autre, elles avaient pris le même engagement par rapport à l'accès à l'assainissement, qui est tout aussi important, car il est un moyen évident de lutter contre des maladies telles que la diarrhée. Dans les pays en développement, près d'une personne sur deux ne dispose pas d'un assainissement de base. Cet engagement est loin d'être mis en œuvre.

Objectif 8 : mettre en place un partenariat mondial pour le développement



Les signataires de la Déclaration du millénaire ont-ils lu leurs engagements jusqu'au bout ? Ou aurait-il mieux valu placer cet objectif en tête de liste ? C'est notamment dans l'échec monumental de la Communauté internationale à mettre en pratique ses engagements à réformer le système commercial et financier international que l'on trouve la cause de l'échec des autres objectifs. Les négociations à l'OMC sont totalement bloquées depuis le lancement du « Cycle de Doha pour le développement ». Quant au système financier, plus besoin d'en parler... La crise que le monde traverse aujourd'hui n'est pas la cause du retard dans la poursuite des OMD, elle est la conséquence d'une même raison : l'incapacité de la Communauté internationale à mettre en place un système international adapté au besoins du XXI^e siècle...



18

projet 11.11.11



© Frédéric Léveque 2004



Où ?

Amérique latine (Argentine, Bolivie, Brésil, Colombie, Équateur, Honduras, Nicaragua, Pérou et Uruguay)

Contexte

Le développement de l'Amérique latine bute depuis des décennies sur l'instabilité financière et les inégalités sociales.

Qui ?

Latindadd
Réseau latino-américain dette, développement et droits
www.latindadd.org

Quoi ?

Le CNCD-11.11.11 soutient un réseau d'ONG latino-américaines en faveur d'une nouvelle architecture financière internationale.

Soutenir 11.11.11

Compte 000-0000011-11
www.cncd.be/don

STÉPHANE COMPÈRE
chargé de l'Amérique latine et des Caraïbes,
CNCD-11.11.11

La dette contre le développement

Aider les sociétés civiles du Sud à s'organiser pour qu'elles déterminent elles-mêmes leurs propres priorités de développement et portent leur voix au sein des différentes instances de pouvoir, c'est un des objectifs de l'Opération 11.11.11. Ce mois-ci, zoom sur une problématique, la dette du dit Tiers Monde, et un réseau d'associations, Latindadd.

Le 4 novembre prochain, pour la quarante-quatrième fois, des milliers de bénévoles descendront dans la rue pour la récolte de fonds annuelle 11.11.11. Objectif : financer des projets de développement en Asie, Afrique et Amérique latine. Ces projets s'inscrivent dans le cadre de deux programmes. Le programme « partenaire » et le programme « citoyenneté et démocratie ». Ce dernier vise le renforcement des capacités de la société civile du Sud par le biais de coordinations d'associations. Sa philosophie part du postulat que la démocratie fait partie intégrante du processus de développement et que la construction de contre-pouvoirs citoyens coordonnés et suffisamment représentatifs représente le ciment indispensable à la mise en œuvre de politiques de développement reflétant les attentes des populations locales.

En mai dernier, nous avions présenté le combat mené par la Lifded, un organisation de femmes de Kinshasa contre les violences sexuelles (*voir dlm #1*). Ce mois-ci, changement de combat et changement de continent. Nous sommes partis à la rencontre de partenaires latino-américains : Latindadd, le Réseau latino-américain sur la dette, le développement et les droits.

La crise de la dette

L'État est un acteur central pour conduire le développement d'un pays. Si ses finances sont mises à mal, c'est en général la population qui paie les pots cassés. Aujourd'hui, en Europe, on nous annonce des plans d'austérité aux lourdes conséquences sociales comme seul horizon. Tout cela pour rééquilibrer un trésor public saigné par les plans de sauvetage des institutions financières et bancaires qui ont joué aux apprenties sorcières.

L'endettement public est une réalité que les pays d'Amérique latine ne connaissent que trop bien. « Trente ans ont passé

depuis la banqueroute de la plupart des économies d'Amérique latine à cause de la crise de la dette », explique Carlos Bedoya, chercheur à Latindadd. « Durant toutes ces années, le budget destiné à garantir les droits de la population a été réduit ». En effet, l'Amérique latine des années 80 et 90 a vu son taux d'endettement exploser. Si ces dettes sont considérées à bien des égards comme illégitimes du fait qu'elles furent contractées par des dictatures, leur gestion aussi les a rendu illégitimes. Pour

société civile d'Amérique latine se sont regroupées en réseaux. Latindadd est un de ceux-là. Composé de 17 organisations non gouvernementales (ONG) présentes dans 9 pays d'Amérique latine (Argentine, Bolivie, Brésil, Colombie, Équateur, Honduras, Nicaragua, Pérou et Uruguay), Latindadd est actif depuis 10 ans et travaille principalement à l'établissement d'une économie au service des populations sur base du respect des droits économiques, sociaux et culturels.

« 20% DE LA POPULATION LA PLUS PAUVRE DÉTIENIT À PEINE 3,5% DE LA RICHESSE »

Carlos Bedoya, « Après tant d'efforts pour les payer, la population n'a pas récupéré son pouvoir d'achat antérieur ». Pire, déplore-t-il, la concentration de la richesse s'est accentuée. « 20% de la population la plus pauvre détient à peine 3,5% de la richesse alors que les 20% les plus riches s'accaparent 56,9% ».

La dette : un problème résolu ?

Au passage des années 2000 et de la revalorisation des matières premières, certains pays débiteurs latino-américains ont entamé un remboursement de leurs dettes grâce aux devises issues de l'exportation de leurs richesses naturelles et ont retrouvé ainsi une autonomie relative de décision face aux institutions financières internationales. De là à dire, comme de nombreux économistes, que la dette est un problème du passé, il y a un pas que ne franchit pas Carlos Bedoya :

« Tourner la page de la dette dans nos pays avec la même facilité que l'on tourne celle d'un livre de macroéconomie est une insulte aux peuples latino-américains qui ont dû et doivent supporter jusqu'à aujourd'hui la réduction de leur sécurité sociale, des salaires de misère et une très faible qualité des services publics comme la santé et l'éducation, à cause des faibles budgets alloués. »

Une autre architecture financière

Pour engager les États et les institutions publiques vers un nouveau modèle de développement plus juste et la construction d'une architecture financière alternative, certaines organisations de la

réseau s'est donné comme objectif de réaliser un contrôle constant des politiques financières et de donner des réponses à la crise par des propositions de développements alternatifs solidaires et soutenables. Concrètement cela se traduit par l'élaboration d'information (articles, publications, sites web...); le suivi des politiques de financement, de gestion de la dette, de souveraineté des pays; l'élaboration commune de propositions sur ces thématiques. Ces propositions sont alors portées vers les gouvernements latino-américains et les institutions internationales et discutés au sein d'autres réseaux citoyens, notamment lors des forums sociaux. De réelles avancées ont vu le jour, notamment avec la création d'une Banque du Sud et la mise en œuvre de processus d'intégration régionale, autant d'alternatives portées en son temps par Latindadd.

Parallèlement, le CNCD-11.11.11 mène avec ses organisations membres de nombreuses interpellations envers les décideurs belges et européens en faveur d'une plus grande régulation du monde financier. L'Opération 11.11.11 – la récolte de fonds –, permet ainsi que des acteurs du Sud puissent eux-mêmes déterminer leurs propres priorités de développement et les traduire en termes de revendications politiques communes. Une complémentarité Nord-Sud plus que nécessaire dans un monde de plus en plus interdépendant.

De l'alibi humanitaire

Introspectus, la rubrique où le mouvement Nord-Sud se regarde dans le miroir et analyse pratiques et discours, donne la parole à Rony Brauman, de Médecins sans Frontières. Nicolas Almou nous rapporte certaines des réflexions qu'il a partagées lors d'une conférence à l'ULB.

NICOLAS ALMAU
travailleur en éducation populaire

Chaque tragédie amène son lot d'images fortes qui touchent la corde sensible de tout un chacun. Des réfugiés affamés des camps du Darfour aux Haïtiens enfuis dans les décombres de Port-au-Prince, on est incité à intervenir en vertu de valeurs humaines qu'il est difficile de contester. Mais si l'indifférence n'a pas lieu d'être, la situation ne doit pas empêcher de se poser la question de la légitimité des actions humanitaires qui sont menées sur place. C'est ce à quoi s'attèle Rony Brauman, qui était de passage à Bruxelles en mai dernier¹.

Médecin, Rony Brauman a présidé douze ans durant la section française de Médecins sans Frontières (MSF) et est aujourd'hui directeur de recherches de la Fondation MSF. Dans le ronron médiatique compassionnel qui domine la couverture de tragédies, il se révèle souvent être un « empêcheur d'aider en rond » et fait régulièrement entendre sa voix, une voix discordante qui tout en promouvant l'action humanitaire n'hésite pas à adopter un regard critique.

Eviter l'instrumentalisation

Rony Brauman plaide pour une action humanitaire raisonnée, émancipée de toute forme d'instrumentalisation et débarrassée de toute notion de charité et de compassion. Si l'intervention humanitaire d'urgence lui paraît légitime dans le cas d'une catastrophe naturelle comme à Haïti, dans d'autres cas, lorsque la situation est le résultat de conflits politiques et de guerres interminables, il semble que la nature même d'une action humanitaire soit plus problématique. « La compréhension doit précéder l'indignation morale », affirme-t-il dans son dernier livre.

Dans un premier temps, il attire notre attention sur les dérives et les dangers d'une instrumentalisation du discours et de l'action humanitaire à des fins politiques, voire militaire. Selon lui, il y a une tendance à l'instrumentalisation par le politique et ce dans une dynamique double.

proléttaire qui prime mais celle du dissident politique qui correspond à l'engagement en faveur des droits de l'homme [...] Il y avait alors un lien de consubstantialité entre l'esprit humanitaire et l'idéal démocratique.

En effet, dans certains cas comme en Irak, au Darfour ou encore au Biafra, il semble que « l'alibi humanitaire » ait été invoqué pour légitimer une intervention militaire à l'étranger. *Le discours a été construit selon une argumentation humanitaire, sous-tendu par le concept de génocide qui peut fabriquer des survivantes et des sur-bourreaux. Les faux génocides (Kosovo, Darfour) furent l'occasion de justifier l'invasion et la prise de contrôle de ces territoires. La guerre d'Irak est le point culminant de ce concept de droit d'ingérence (les droits de l'homme ayant servi de légitimité plus forte que les armes de destruction massive). L'exemple du Darfour est tout aussi illustratif; le génocide par attrition a été évoqué pour expliquer la situation dans les camps de réfugiés, ce qui rendait légitime une intervention armée.²*

Dans d'autres cas, l'action humanitaire peut également masquer le manque de courage politique lorsque l'intervention militaire peut être envisagée comme ce fut le cas lors de la guerre de Bosnie et lors du génocide rwandais : *Dans le cas de la Bosnie, j'ai appelé à l'intervention militaire pour mettre fin au siège de Sarajevo car il me semblait que le déploiement humanitaire n'était qu'une mascarade destinée à masquer le renoncement de l'Europe à faire régner un ordre juste, à s'opposer à un nouveau totalitarisme en marche.*

L'effet Soljenitsyne

Selon l'ex-président de MSF France, à partir des années 80, l'ensemble des organisations humanitaires se trouvait dans une mouvance antitotalitaire. L'humanitaire dominant à cette période était aligné du côté des démocraties libérales. À la fin de ces années, on assiste à un repli des formes d'engagement politique voire syndicale et à une poussée de l'universalisme des droits de l'homme et de l'idéal de justice qui l'accompagne. C'était le moment du « un peu plus de justice ici et maintenant ». C'est ce qu'il nomme l'« effet Soljenitsyne » : ce n'est plus la figure du

Bien qu'il partage nombre de ces valeurs et que, comme il l'affirme, l'antitotalitaire soit une marque de réflexion essentielle dans son parcours, Rony Brauman pose tout de même la question de la légitimité de ces valeurs universelles des droits de l'homme et des effets qu'elles produisent dans le discours lorsque des concepts tels que la responsabilité de protéger ou le droit d'ingérence sont évoqués pour justifier l'invasion d'un pays.

« LA COMPRÉHENSION DOIT PRÉCÉDER L'INDIGNATION MORALE »

À la fin de la guerre froide, l'ONU tente de réactiver certains outils jamais mis en œuvre depuis la seconde guerre (justice, armée, missions de maintien de la paix). La première opération est la Somalie (an 1 de la guerre humanitaire). C'est le « shoot to feed ». 30.000 hommes débarquent lourdement armés pour mettre fin à une famine qui était déjà terminée. Cela tournera au ridicule et sera sanglant. Cela correspondra à mes premiers questionnements à propos de ce genre d'action et sur l'ingérence humanitaire car il y eut de nombreuses victimes civiles ; c'était une guerre.

Ce que Rony Brauman met en lumière dans ce questionnement sur le discours et la promotion des droits de l'homme, c'est bien les réalités que ces discours occultent : *Ceci permet de légitimer une nouvelle forme d'interventionnisme libéral, solidement ancré dans la tradition des droits de l'homme.*

Dans le cas de la catastrophe naturelle qui toucha la Birmanie en 2008, les gouvernements anglais et français ont menacé d'intervenir militairement au nom de la « responsabilité de protéger » si la junte militaire birmane s'opposait à toute intervention extérieure. Peu constructif, ce genre de discours tend plus à rendre légitime une intervention militaire éventuelle qu'à fournir une solution dans le cadre de l'aide d'urgence à apporter à des victimes de catastrophes naturelles. Nous pouvons par ailleurs nous poser la question d'une telle attention portée aux victimes birmanes d'une catastrophe naturelle en comparaison du désintérêt que suscite la situation en Tchétchénie depuis plus d'une décennie maintenant.

Contre la « pornographie sentimentale »

Si les discours qui sous-tendent la rhétorique humaniste tendent à occulter certaines réalités de terrain, Rony Brauman insiste également sur la responsabilité des médias dans la mise en place de ce processus et sur les rapports que les grandes entreprises de l'humanitaire entretiennent avec ceux-ci. Il relève essentiellement deux dynamiques : la désinformation et la tendance à la compassion et à la charité qui se dégage des grandes soirées de solidarité organisées par exemple lors du Tsunami en Asie en janvier 2005.

Cette tendance à véhiculer une émotion plutôt qu'à informer a pris des allures de fiction : *en dépit du fait qu'il n'y a jamais eu de cas d'épidémie après une catastrophe naturelle, tant les principaux médias que des responsables politiques tenaient des discours sur les vagues d'épidémie qui allaient emporter une bonne partie des survivants.*

Alors que l'action humanitaire nécessite une connaissance détaillée et raisonnée de la situation dans laquelle l'intervention est prévue, c'est un sentiment de compassion

1/ Rony Brauman est venu à Bruxelles sur invitation de l'Institut Marcel Liebmann présenter son dernier ouvrage « Humanitaire, démocratie et droits de l'homme » (éditions du Cygne, Paris, 2009).

2/ Toutes les citations en italique sont issues de la retranscription de la conférence donnée par Rony Brauman le mercredi 12 mai 2010 à l'ULB

émue ou indignée qui est véhiculé par les médias. Comme dans le cas du Tsunami, *ce qui l'emportait c'était le récit qu'on en faisait et non pas la restitution des faits qui se produisaient sur place.*

En s'inscrivant en faux contre ce qu'il nomme « la pornographie sentimentale », Rony Brauman tente d'attirer notre attention sur le fait que ces grandes soirées au cours desquelles les principaux donateurs privés se congratulent et s'auto-félicitent de tant de générosité ne sont que de simples prétextes d'une mise en scène de soi et que cela occulte toute autre forme d'aide, notamment l'aide locale qui, bien souvent, constitue l'aide la plus rapide et la plus efficace.

Le cas récent du tremblement de terre à Haïti n'a pas donné lieu à une dynamique de désinformation concernant d'éventuelles épidémies pouvant faire un nombre incalculable de morts comme ce fut le cas auparavant. Cependant, l'organisation de soirées spéciales durant lesquelles des dons ont été récoltés fut cette fois-ci l'occasion de relever une autre dynamique ; la collusion entre intérêts publics et intérêts privés. Dans ce cas précis, s'il estimait que *l'ensemble des équipes d'urgence déployées en Haïti était cette fois-ci vital car les structures en place (très largement détruites) ne pouvaient pas prendre en charge les blessés dans un contexte d'urgence*, c'est

contre la monopolisation de la récolte de dons que Rony Brauman s'insurgea : *dans le cas de la Fondation de France, j'ai protesté car il me paraissait anormal qu'une entreprise privée accapare, avec le soutien du service public d'information (France télévisions, Radio France), l'essentiel des dons collectés.*

Comme nous pouvons le constater, ces différentes dynamiques d'instrumentalisation, d'universalisme des valeurs « politiques » libérales et de séduction médiatique tendant vers le misérabilisme et la compassion représentent autant de dérives et de dangers à prendre en compte aujourd'hui dans l'action humanitaire.



CNCD 11.11.11
UN COMBAT DE PLEINS DROITS

millenium
CINÉ - CLUB

agenda
Un ciné-club près de chez vous

Les images sont parfois plus parlantes que de longs discours. Comme nous vous l'annoncions en mai, le CNCD-11.11.11 s'est associé au Festival Millenium pour vous proposer une palette de quatre films documentaires de qualité en lien direct avec notre campagne 2010
www.cncd.be/campagne2010

Les quatre documentaires sont :

- « **Il était une fois une île** » (Briar March – Nouvelle Zélande – 2009),
- « **Good Fortune** » (Landen Van Soest – USA – 2008),
- « **A Blooming Business** » (Ton van Zantvoort – Hollande – 2009)
- « **Life for sale** » (Yorgos Avgopoulos – Grèce – 2009).

Envie de participer à ces soirées qui se tiendront à Bruxelles et un peu partout en Wallonie ? Envie d'en organiser une avec notre aide ? Rendez-vous sur notre site Web pour en savoir plus.

www.cncd.be/millenium2010



agenda Festival des Libertés 2010

Politique et artistique, métissé et créatif, festif et subversif, le Festival des Libertés mobilise, chaque automne, toutes les formes d'expression pour se faire le témoin de la situation des droits et libertés dans le monde, alerter des dangers qui guettent, inciter à la résistance et promouvoir la solidarité. Dix jours durant, il propose une trentaine de documentaires inédits en Belgique, une vingtaine de débats et rencontres, douze concerts, quatre spectacles théâtraux et des performances diverses pour célébrer les libertés, témoigner des injustices, défendre les droits fondamentaux, fêter la diversité, aiguiser l'esprit critique et, cette année, interroger la tendance à l'uniformisation et à la mise au pas que connaissent nos sociétés, pourtant toujours plus multiples.

Une fois de plus, le CNCD-11.11.11 sera partenaire du Festival et coorganisera ou participera à plusieurs événements. Notez déjà à l'agenda la conférence « Humanitaire : l'hégémonie ? » avec e.a. Rony Brauman (voir l'article ci-dessus) le 25 octobre à 19h.

Du 21 au 30 octobre 2010, au Théâtre National (111-115, Bd Jacqmain – 1000 Bruxelles) et au KVS (146, rue de Laeken – 1000 Bruxelles).

www.festivaldeslibertes.be

Chronique subjective
et complètement à l'ouest,...
GÉRARD MANRÉSON,
professeur à HECC
Haute école du Café du Commerce

Objectifs du millénaire. Total respect !

Tous les gens sérieux ont des objectifs, des généraux, des spécifiques, mais aussi des critères « objectivement » vérifiables, « objectivement » évaluables... J'adore les objectifs. J'adore les stratégies. J'adore gérer. Tous les gens sérieux gèrent. Ils gèrent leur carrière, leurs relations, leurs amis, leurs enfants, leurs amours, leurs emmerdes... Moi j'ai toujours eu des objectifs, alors, imaginez mon enthousiasme quand on a lancé les Objectifs du millénaire.

Whaaaaouu, le pied ! L'éclate ! Partout je suis allé dire que c'était génial, nouveau, révolutionnaire. Je leur ai dit : « Avec des engagements pareils, on va les tenir à l'œil, on sera hyper attentifs. » La promooooo que je leur ai fait !

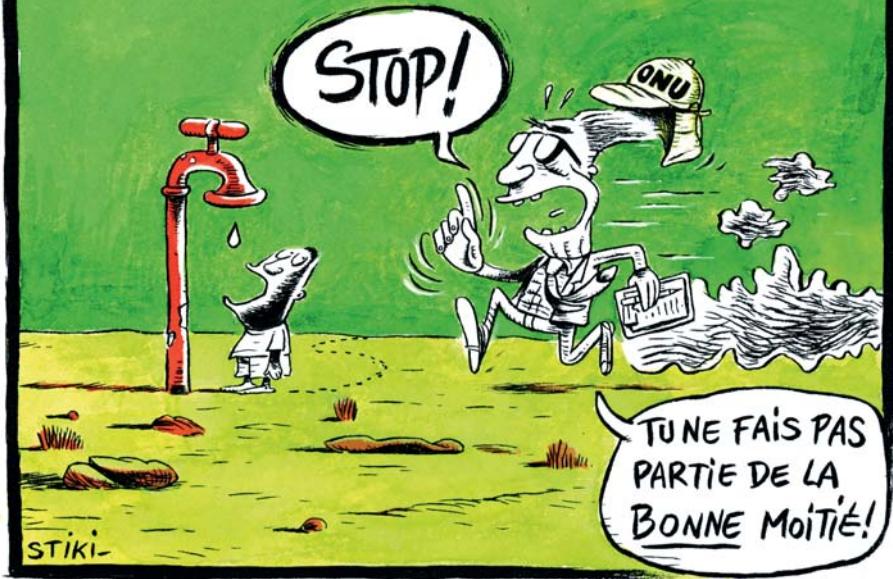
Rien que leur nom : « Les Objectifs du millénaire ». Pas de la décennie, ni du siècle, mais du mi-llé-naire... ça, c'est du solide, si 196 pays arrivent à se mettre d'accord sur des objectifs du « mi-llé-naire », imaginez comme ils sont importants. En plus, il s'engagent à réduire la moitié de la pauvreté pour 2015. Il n'y a qu'à être dans la bonne moitié, ce qui fait beaucoup plus de gagnants qu'au Lotto. Chapeau ! Avec un nom pareil, faut même plus se casser la tête à les réaliser. Leur nom, c'est déjà la moitié du travail.

C'est ça la force des mots ! « Du Millénéeér », ça inspire confiance. Certains ont proposé : « Vieux Objectifs Recyclés ». C'est vrai que reprendre des engagements vieux de 30 ans : réduire la pauvreté blabla, accès à l'eau blabla... Enlevez ce qui gêne, changez de nom, faites une bonne promo. C'est du pur recyclage. Mais on a beau être dans une période *Flower Power*, la mode change trop vite et l'expression « Vieux Objectifs Recyclés », ce n'est pas assez « vintage ».

J'adore les Objectifs du millénaire, ils n'ont que des qualités, ils sont durables : on est parti pour 1000 ans et recyclables puisqu'ils sont comme les promesses, il suffit de ne pas les tenir pour pouvoir les refaire régulièrement... Recyclez, recycliez, il en restera toujours quelque chose.

Quelques trucs maintenant pour recycler vos veilles promesses : comme pour la mode, laissez une trentaine d'année avant de les resserrir. Baratinez bien autour d'engagements

**OBJECTIF DE L'ONU POUR 2015:
RÉDUIRE DE MOITIÉ LE NOMBRE DE PERSONNES
SANS ACCÈS À L'EAU POTABLE**



chiffrés, c'est du concret. Présentez le projet comme hyper subversif. Affirmez que vous avez dû vous battre contre une montagne de réticences, qu'il a fallu des heures de négociations pour jeter trois pièces jaunes aux plus faibles ou des pastilles pour la gorge aux malades du sida. Saupoudrez le tout trois quatre couches de com', une pincée de bonne conscience, finissez en beauté avec des échéances tonitrueantes,... taaaadaaaaam.

Faites comme moi, et c'est le jackpot ! Petit conseil quand même : débrouillez-vous pour que personne ne vienne vérifier pourquoi vos objectifs ne sont pas atteints. Et comme vous êtes des amis, je vous livre mon joker : si cela arrive par malheur, dites-leur que ce n'est pas vous mais les autres qui ne se sont pas assez engagés, ou mieux, que les bénéficiaires n'ont pas bien utilisé votre aide !

Alors, merci qui ?

le 6 novembre 2010 à 20h à Liège

keziah jones arid + soirée DJ

Concert au profit de l'Opération 11.11.11, la récolte de fonds annuelle du CNCD-11.11.11 pour financer des projets de développement dans le Sud.



Le Manège (Caserne Fonck)
rue Ransonnet, 2
4020 Liège – Belgique

25 EUR – Prévente dans tous
les magasins Fnac

CNCD
11.11.11
UN COMBAT DE PLEINS DROITS

FESTIVAL
DE LIEGE



trio.be

Cette activité est organisée avec le soutien de l'Union européenne. Le contenu de cette invitation tombe sous la responsabilité du CNCD-11.11.11 et de 11.11.11. Il ne peut en aucun cas être considéré comme l'expression du point de vue de l'Union européenne. Pour plus d'information sur l'Union européenne, voir <http://ec.europa.eu>